

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20164 - 78ÈME ANNÉE

Législatives dans la 2e circonscription

Soutien de la Section PCR du Port à Karine Lebon : « Dimanche, 12 juin 2022, votons et faisons voter Karine Lebon »

Dans un communiqué diffusé hier, la Section PCR du Port appelle à voter Karine Lebon au premier tour des législatives de dimanche prochain dans la 2e circonscription. Ce communiqué explique les raisons du soutien des communistes du Port à la députée sortante.

La lutte contre les inégalités et pour le développement de La Réunion est au centre des préoccupations du Parti Communiste Réunionnais (PCR) depuis sa création. Les élections du 12 juin nous offrent l'occasion de faire avancer ces combats.

En effet ces élections surviennent dans un contexte politique radicalement nouveau avec la création de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale, la NUPES, qui regroupe les forces progressistes qui comptent dans le paysage politique en France et en Outre-mer : La France Insoumise de Jean Luc Mélenchon, le Parti Communiste, le Parti socialiste et le Parti des Verts, Europe Écologie Les Verts. Cette union de la Gauche s'est faite sur la base d'un programme qui vise à "changer la vie" du plus grand nombre, tout particulièrement la vie des oubliés de la politique de Macron et celle des générations futures.

La députée sortante de notre circonscription, Karine Lebon, est la seule candidate de cette circonscription qui a reçu le soutien de la France Insoumise, de Huguette Bello et nous appelons également à voter pour elle parce qu'il faut une majorité de députés de Gauche pour mettre en œuvre le programme de la NUPES.

Voter Karine Lebon, c'est voter comme le propose la NUPES pour :

- le blocage des prix sur les produits de première nécessité,
- le SMIC à 1500 euros,
- la retraite à 60 ans,
- la revalorisation des retraites,



Karine Lebon et Isabelle Erudel, conseillère départementale PCR du Port.

- un revenu minimum de 1065 euros pour les jeunes de 18 à 25 ans,
- la relance d'une politique dynamique de construction de logements sociaux...

Ce sont là quelques enjeux des prochaines législatives. Le 12 juin, il est essentiel d'envoyer une majorité de députés de Gauche à l'Assemblée nationale et dans notre circonscription, votons et faisons voter Karine Lebon.

Patric Boitard
Secrétaire de la section Portoise du PCR

A un mois de la coupe, l'industriel Tereos refuse toute augmentation du prix de sa matière première

Filière canne : CGPER et UPNA rassemblées au Gol pour faire avancer la Convention canne

Mobilisation commune de la CGPER et de l'UPNA hier matin devant l'usine du Gol à Saint-Denis. Les deux syndicats de planteurs ont une nouvelle fois alerté sur l'urgence d'arriver à un accord favorable aux planteurs pour la Convention canne : à un mois de la prochaine campagne sucrière, le prix de la canne n'est pas encore décidé. Les planteurs ne bénéficient pas non plus du Plan de résilience de l'État, alors qu'ils doivent faire face à l'explosion du coût des intrants.

Les planteurs se sont mobilisés hier à l'appel de la CGPER et de l'UPNA. Les deux syndicats avaient donné rendez-vous devant l'usine du Gol. Venus de l'Ouest, de l'Est et du Sud, les planteurs ont été nombreux à répondre à l'appel. Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, et Dominique Clain, président de l'UPNA, se sont adressés aux agriculteurs rassemblés devant une des deux usines sucrières de La Réunion, propriété de Tereos.

Tereos refuse toute augmentation du prix de la canne

Ce rassemblement avait pour but d'alerter sur l'urgence de mener à bien les discussions de la Convention canne. Ce document fixe le prix de la canne, mais à un mois du début de la prochaine campagne sucrière, rien n'est signé. Les planteurs dénoncent les blocages.

Grâce à un front uni des syndicats, du CPCS et des élus, les planteurs ont obtenu une aide annuelle de 14 millions d'euros jusqu'en 2027. Pour sa part, l'État a prolongé jusqu'en 2027 l'aide de 28 millions d'euros perçue par Tereos pour compenser la fin du quota sucrier et du prix garanti depuis 2017. Mais Tereos réclame plus d'argent de la part de l'État : 15 millions d'euros par an. Ce dernier lui a demandé des précisions supplémentaires sur ses recettes afin d'examiner cette requête.

Sans réponse de l'État, Tereos veut geler le prix de la canne pour les 2 prochaines années, et propose de le diminuer ensuite si l'État ne lui donne pas plus de subvention.



Plan de résilience

De plus, l'État met en avant la période de réserve électorale pour ne pas s'impliquer dans les discussions. Cette période de réserve est également évoquée pour ne pas répondre à la demande de l'application du plan de résilience aux productions végétales : les éleveurs bénéficient d'une aide pour atténuer l'impact de la hausse des prix causée par la guerre en Ukraine, pas les planteurs.

Les planteurs doivent faire face à une hausse importante de leur coût de production causé par les augmentations des prix des intrants. Les prix de l'engrais et du carburant des tracteurs ont doublé.

Par ailleurs, le prix du sucre dans le monde continue d'augmenter, et la tendance à la hausse est établie. Ceci rend la position de Tereos difficile à tenir. Mais ce blocage permet à l'industriel de gagner du temps. Ce qui a pour conséquence d'obliger les planteurs à négocier dans l'urgence, à la veille de la récolte de la canne à sucre.

Hier, deux syndicats se sont rassemblés pour interpeller les autorités et les futurs députés. Le rassemblement des planteurs va sans doute s'amplifier tant que Tereos et l'État ne changeront pas d'attitude.

M.M.

Tereos refuse d'accorder aux planteurs une juste augmentation du prix de la canne

Le prix du sucre augmente depuis 3 ans, et la hausse va continuer

Le dernier bulletin de conjoncture de France AgriMer montre que le prix du sucre ne cesse d'augmenter. La fin des quotas en 2017 avait provoqué une baisse immédiate du prix sur le marché européen, là où est commercialisée le sucre produit à La Réunion à partir de la canne livrée par les planteurs. Cette baisse s'est arrêtée en mi-2019. Depuis lors, le prix moyen du sucre en Europe ne cesse d'augmenter. C'est la même tendance pour le cours mondial du sucre, aussi bien à Londres qu'à New-York.

Quant aux perspectives, elles sont marquées par les conséquences de la guerre en Ukraine. Les prévisions ont état d'une production mondiale de 184,4 millions de tonnes de sucre, et d'une consommation de 185 millions de tonnes de sucre.

Ces prévisions intègrent une augmentation de la production en Inde avec 35 millions de tonnes produites depuis le début de la campagne sucrière. Les prévisions d'exportation de l'Inde sont de 9 millions de tonnes de sucre, c'est plus de la moitié de la production européenne. Mais la guerre en Ukraine implique deux importants pays exportateurs de produits agricoles. Pour limiter l'inflation, l'Inde a décidé de suspendre ses

exportations de sucre, ce sont donc 9 millions de tonnes qui ne sont pas exportées.

Au Brésil, « la production de sucre dans la région Centre/Sud du Brésil devrait atteindre 32,1 Mt en 2022/23, 0,9 Mt de moins que lors de la précédente estimation en mars (Datagro). Les usines de la région n'utilisent désormais que 43,8 % de la canne pour la production de sucre au cours de la nouvelle campagne, contre 44,7 % en mars et 45,0 % en 2021/22. La baisse des perspectives de production de sucre est également le résultat d'un broyage de canne plus faible, qui est désormais estimé à 552 Mt, contre 562 Mt projetés en mars ».

« Les sucreries brésiliennes annulent certains contrats d'exportation de sucre et réorientent la production vers l'éthanol, pour profiter des prix élevés de l'énergie. Les annulations totales, jusqu'à présent, se situent entre 0,2 Mt et 0,4 Mt de sucre brut. »

Tout augmente sauf le prix de la canne ?

Cette diminution de la production de sucre brésilien est une autre conséquence de la guerre en

Ukraine. Le prix du baril de pétrole a considérablement augmenté, ce qui a amené le Brésil à diminuer le tonnage de cannes destiné aux usines sucrières afin de produire plus d'éthanol, carburant fabriqué à partir de la canne. L'objectif est de réduire la dépendance énergétique envers un produit toujours plus cher. La diminution de la production de sucre au Brésil, et la suspension des exportations de sucre de l'Inde vont donc entretenir la hausse du prix du sucre dans le monde entier, y compris en Europe.

Dans ces conditions, la proposition de Tereos aux planteurs n'est pas tenable. Partout dans le monde, le prix du sucre augmente. C'est également le cas des matières premières. Or, Tereos refuse de voir augmenter le prix de sa matière première, et menace même de baisser le prix de la canne si l'État ne lui donne pas plus d'argent. Pendant ce temps, le prix du principal produit de la canne à sucre poursuit son augmentation depuis trois ans, avec une tendance à la poursuite de la hausse.

La seule issue est donc l'augmentation du prix de la canne à sucre payé par Tereos aux planteurs de La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La shèrté d'la vi : in problèm de fon K'i pé pa règ avèk in trètman doktèr lo sikré !

Mézami mi sar di azot kékshoz é lé possib zot lé pa ditou dakor ansanm mwin poitan si ni rofléshi bien.

Si ni rofléshi bien léssans-gazoil é zot shèrté, zot va dir amwin sa l'ariv par la guèr rant la Rissi épi l'Ikrène é par lo band mézir l'otan épi l'érope la pran. Donk gouvèrnman La Frans va di, la pa son fote : d'après li téi falé pran band mézir kont la Rissi é tanpir si sa la goumant lo pri léssans-gazoil-lo gaz.

Astèr si ni pran lé shoz par in n'ot boute :

Ni pé dir si issi La Rényon, la droite avèk gouvèrnman épi parti sosyalis mèm konplis l'avé pa kass la politik lotonomi énézétik, zordi politik-la noré té prèss réalisé é lo trikmardaz rissi-Ikrène-otan é konpagni noré pa fé anou sak l'après fé dopi in koup de tan, konm déga. Ni pé arète la, mé a rogarde in pé pli pré noré ankòr bonpé zafèr pou di la dsi kansréti dsu la mondyalizassion, épi lésploitàssion kapitalist dsu lo plan internassional.

Astèr si ni pé agarde ankòr in kou la vi shèr épi la késtyon d'fon sa i poz dsi lo plan rényoné, avèk la sityassion konm ni koné, ni oi bien la shèrté d'la vi sa sé in problèm de fon-nou na poin lo tan pou diskite ladsimé problèm de fon i vé dir trètman d'fon é la pa lo shomin ni pran issi. Nou sré plito avèk lo panyé la ménazère, lo bande pti prime, dann in trètman ké la pa inn : In sorte kotèrpansman – dsi in zanb doboi.

A bon ékoutèr, salu.

Justin